

CONJONCTURE ECONOMIQUE

JUIN 2024

Durant le premier semestre de 2024, la croissance continue à se situer à un niveau faible, l'inflation, malgré une certaine détente se situe encore à un niveau élevé et le taux de chômage ne diminue pas.

La situation de la balance des paiements s'améliore malgré la forte augmentation du service de la dette et ce grâce à la baisse des importations qui a entraîné une amélioration de la situation de la balance commerciale et l'augmentation des recettes touristiques, mais aux prix du ralentissement de la croissance et de la baisse de l'investissement qui reflète notamment la baisse des indicateurs relatifs au climat des affaires et à la compétitivité de l'économie tunisienne.

Le budget de l'Etat a connu, de son côté, une détente relative puisque l'équilibre du Budget s'est traduit par un excédent, alors que les besoins de financement ont été couverts par un recours massif aux crédits intérieurs reflétant les difficultés de mobilisation des crédits extérieurs.

Les développements qui suivent explicitent ces évolutions au niveau des différents agrégats.

1. La production : un rythme lent de la croissance sous l'effet du ralentissement de l'économie mondiale mais aussi de facteurs endogènes.

Selon les comptes nationaux trimestriels, le PIB en volume, corrigé des variations saisonnières, a enregistré une croissance de 1,0 % sur un an au cours du deuxième trimestre de l'année en cours.

En glissement trimestriel, c'est-à-dire par rapport au premier trimestre de l'année en cours, le PIB en volume aura progressé de 0,2 %, contre une augmentation au taux de 0,6% au trimestre précédent.

Ainsi, l'économie tunisienne a enregistré une croissance de 0,6% au cours du premier semestre de l'année en cours. Le PIB n'a pas encore atteint son niveau enregistré fin 2019, soit avant la crise sanitaire.

Croissance du PIB en %	2023				2024	
	I	II	III	IV	I	II
Glissement annuel	0.9	0.3	-0.4	-0.6	0.3	1.0
Variation trimestrielle	-0.2	-0.6	0.0	0.2	0.6	0.2

Cette croissance a bénéficié du bon comportement de l'agriculture (+8.3%) et de la poursuite de la dynamique observée dans les activités des services notamment au niveau de l'hébergement (+8.2%).

En revanche, certains secteurs connaissent une baisse ou un net ralentissement de la croissance à l'instar du secteur des industries mécaniques et électriques (-0.1% durant le premier semestre 2024 contre +4.2% durant la même période de 2023) et du transport et entreposage (0.9% contre 2.7% durant l'année 2023) alors que beaucoup d'autres secteurs enregistrent la poursuite voire l'accentuation des baisses observées en 2023, notamment le secteur du textile habillement et cuir (-7.2%), l'extraction de produits miniers (-3.5%) et la construction avec une baisse de 3.5%.

Les principales baisses en pourcentage ont concerné les secteurs suivants :

	1 ^e semestre 2023	1 ^e semestre 2024
Extraction de pétrole et gaz naturel	2.2	-14.4
Extraction de produits miniers	-5.3	-2.5
Industrie du textile, habillement et cuirs	1.4	- 7.2
Industrie mécanique et électrique	4.2	- 0.1
Construction	-5.5	- 3.5

Cette situation est préoccupante. Elle s'explique en partie par le ralentissement de la croissance dans la zone Euro et partant de la demande adressée à la Tunisie. Dans la zone euro, la croissance s'essoufflera et atteindra à peine 1 % en 2024 et 1,7 % en 2025.

Elle s'explique également par l'évolution faible de la demande intérieure en raison de la baisse de l'investissement et de la faiblesse de la consommation.

Sur cette base, la croissance pour la Tunisie projetée à 2.1% par le budget économique risque de ne pas être réalisée.

2. Le marché de l'emploi : Augmentation du taux de chômage

Au deuxième trimestre de 2024 la population active s'inscrit en hausse, s'établissant à 4146,1 mille individus contre 4094 mille individus au deuxième trimestre de 2023, soit une augmentation de 50 mille individus. Cette population se répartit en 2857,7 mille hommes et 1288,4 mille femmes, soit respectivement 68,9% et 31,1 % de l'ensemble de la population active.

Le nombre des occupés a augmenté de 26 mille pour s'établir à 3484,4 mille au deuxième trimestre de 2024 contre 3458 mille au deuxième trimestre de 2023.

La répartition des occupés selon les secteurs d'activités se présente comme suit : 54 % dans le secteur des services, 18 % dans le secteur des industries manufacturières, 12 % dans le secteur des industries non manufacturières et 16 % dans le secteur de l'agriculture et de la pêche.

Au deuxième trimestre de l'année 2024, le taux de chômage s'établit à 16,0 % (contre 15,6 % au deuxième trimestre de 2023). Par sexe, le taux de chômage a légèrement augmenté aussi bien pour les hommes (13,6 % au deuxième trimestre 2024 contre 13.2% une année auparavant) que pour les femmes (21,3% au deuxième trimestre 2024 contre 21.1,0 % au deuxième trimestre de 2023).

Selon l'âge, le taux de chômage des jeunes âgés de 15 à 24 ans a augmenté au cours du deuxième trimestre de l'année 2024, atteignant 41,0 % contre 39,1 % au deuxième trimestre de 2023. Ce taux se décompose en 42,2 % pour les hommes et 39,8 % pour les femmes.

Enfin, le taux de chômage des diplômés de l'enseignement supérieur diminue pour atteindre 23,0% au deuxième trimestre de l'année 2024 contre 23,7 une année auparavant. Ce taux est de 13,4 % chez les hommes et de 30,6 % chez les femmes.

3. L'investissement continue de baisser malgré la relance des IDE

Au cours du premier semestre de 2024, la baisse de l'investissement se poursuit. Ceci est corroboré par la baisse en volume des importations de biens d'équipement, la baisse des dépenses budgétaires allouées à l'investissement (0.4 % au cours du premier semestre par rapport à la même période de

2023) et l'évolution modérée des concours à l'économie (3.4% au mois de mai 2024 contre 5.5 % en mai 2023). Le ralentissement a surtout marqué le secteur industriel (1.9 % en mai 2024).

Toutefois quelques signaux d'amélioration sont enregistrés au niveau de certains indicateurs relatifs à l'investissement résultant notamment de la dynamique observée au niveau des investissements des étrangers.

Les investissements déclarés ont progressé, Selon la dernière lettre de conjoncture de l'Agence de promotion de l'industrie et de l'innovation (APII), de de 5,7% atteignant un montant total d'investissement de 911 MDT.

Les investissements directs étrangers augmentent sensiblement durant le premier trimestre 2024 de 26,6%, à 1375,3 MD.

Ces investissements se sont concentrés principalement dans le secteur des industries manufacturières, avec 792 MD contre 521 MD en 2023.

Le secteur de l'énergie a attiré 318,2 MD en hausse de 33.8% par rapport à la même période de l'année précédente. Les investissements agricoles réalisés durant les six premiers mois ont augmenté à 311,7 MD tandis que ceux dans les services ont diminué de 21,9%, s'élevant à 253,5 MD

4. L'inflation : Poursuite de la détente graduelle de l'inflation mais elle continue à être élevée

En moyenne annuelle, l'inflation devrait revenir de 9.3% en 2023 à 7% en juin 2024. L'inflation demeure toutefois élevée. En raison notamment de :

L'augmentation des prix de l'alimentation de 10,2% en juin sur un an. Cette hausse provient principalement de l'augmentation des prix du café en poudre de 35%, des ovines de 24,3%, des huiles alimentaires de 22%, des condiments de 16,7% et des prix des viandes bovines de 16%.

Les prix des produits manufacturés augmentent de leur côté de 6,9% sur un an en raison de la hausse des prix des produits de l'habillement et chaussures de 9,4% et des produits d'entretien courant du foyer de 8,6%. Pour les services, l'augmentation des prix est de 5,5% sur un an, principalement expliquée par la hausse des prix des services du groupe restaurants, cafés et hôtels de 9,9%.

Le taux d'inflation sous-jacente (hors produits alimentaires et énergie) s'est stabilisé à 6,8% par rapport au mois de mai. Les prix des produits libres (non encadrés) augmentent de 8,1% sur un an. Les prix des produits encadrés augmentent quant à eux de 4,6%. Les produits alimentaires libres ont connu une hausse de 11,1% contre 3,8% pour les produits alimentaires à prix encadrés

Cette décélération lente de l'inflation, bien que le taux demeure élevé, est attribuée à plusieurs facteurs, notamment les hausses des coûts salariaux et les pressions de la demande sur les capacités de production, particulièrement dans le secteur agricole.

Cependant, à moyen terme les pressions inflationnistes risquent de persister en raison du renforcement récent des prix internationaux. De plus, les contraintes financières croissantes sur le budget de l'État et l'augmentation des dépenses de fonctionnement pourraient nécessiter des ajustements à la hausse de certains prix administrés.

5. Les échanges commerciaux : l'amélioration de la situation de la balance commerciale se poursuit sous l'effet de la baisse des importations

Les résultats des échanges commerciaux de la Tunisie avec l'extérieur durant le premier semestre de l'année 2024 montrent que les exportations ont augmenté de 2,2% aux prix courants contre 10% durant la même période de 2023.

Quant aux importations, elles ont enregistré une stabilité (+0,04%) contre (-0,6%) durant la même période en 2023.

Suite à cette évolution, le déficit commercial s'est allégé pour s'établir à un niveau de (-8016,6 MD) contre (-8684,7 MD) durant le premier semestre de l'année 2023. Le taux de couverture a gagné 1,6 points par rapport à la même période de l'année 2023 pour s'établir à (79,9%).

(En MD)	6 mois 2022	6 mois 2023	6 mois 2024	2023/22	2024/23
Exportations	28 432.4	31 271.9	31 953.0	10.0 %	2.2 %
Importations	40 207.9	39 959.6	39 970.4	-0.6 %	+0.4 %
Déficit commercial	11 775.5	8 684.7	5 016.6		
Taux de couverture	70.7 %	78.3 %	79.9 %		

L'augmentation observée au niveau des exportations concerne essentiellement les exportations du secteur des industries agro-alimentaires qui ont augmenté de 45,7% à la suite de la hausse des ventes en huiles d'olives (3405,9 MD contre 1813,3 MD). Les exportations du secteur des industries mécaniques et électriques augmentent modérément de 0,4% et les exportations du secteur des mines, phosphates et dérivés ont baissé de 30,4% et celles des textiles, habillement et cuirs de -9,2%.

La stagnation des importations (+0,04%) provient, d'une part de la baisse observée au niveau des importations des matières premières et demi-produits (-5,3%) et d'autre part de la hausse enregistrée au niveau des importations des produits énergétiques (+17,5%), des biens d'équipement (+1,1%) et des biens de consommation (+2,7%). Cette baisse de l'importation qui s'explique certes par la baisse de certaines denrées alimentaires et des matières premières, est due surtout au niveau faible de l'activité économique et de la baisse des investissements.

Il est à noter que le déficit de la balance commerciale hors énergie se réduit à (-2222,6 MD) et que le déficit de la balance énergétique s'établit à (-5794,1 MD) contre (-4891,8 MD) durant le premier semestre de l'année 2023.

Pour ce qui est de la répartition géographique, le déficit commercial provient principalement du déficit enregistré avec certains pays, tels que la Chine (-4003,9 MD), la Russie (-2965,9 MD), l'Algérie (-1966,1 MD), la Turquie (-1398,9 MD), la Grèce (-842,3 MD) et l'Ukraine (-718 MD).

En revanche, le solde de la balance commerciale des biens a enregistré un excédent avec d'autres pays, principalement la France (2862,2 MD), l'Italie (1192,9 MD), l'Allemagne (1196,3 MD), la Libye (961,8 MD) et le Maroc (139,1 MD).

6. La situation de la balance des paiements s'améliore

Selon les derniers chiffres de la Banque Centrale de Tunisie (BCT), le déficit courant s'est établi à 2.388 millions de dinars tunisiens (MDT) à fin juin 2024, soit 1,4% du PIB soit une nette amélioration par rapport à la même période en 2023, où le déficit atteignait 3.164 MDT, représentant 2% du PIB.

Cette contraction s'explique principalement par une réduction du déficit commercial de 7,7%, ramené à 8.017 MDT et par la contribution des secteurs du tourisme et des transferts de fonds de la diaspora.

Les recettes touristiques et les revenus des travailleurs tunisiens à l'étranger ont continué de croître, augmentant respectivement de 6,6% et 7,2%. Ces flux financiers ont contribué à renforcer les réserves de change, qui s'élevaient à 24.500 MDT au 30 juillet 2024, soit l'équivalent de 111 jours d'importations, contre 23.250 MDT (101 jours) un an auparavant.

7. Le budget de l'Etat : Poursuite de la détente mais les difficultés de mobilisation des ressources de financement extérieures persistent.

Les résultats provisoires de l'exécution du budget de l'Etat durant les six premiers mois de 2024 font ressortir une augmentation des ressources budgétaires de 13%, atteignant 23 254,6 MD grâce, notamment, à celle de 10,3 des recettes fiscales (20 870,1 MD) et celle de 11,2% des recettes non fiscales (1 853,7 MD).

Parallèlement, les dépenses de l'Etat ont également augmenté de 8,2 %, pour atteindre 22 235,1 MD. Cette hausse est principalement due à une augmentation des charges de financement (+36,1 %), des dépenses de rémunération (+3,6 %) et des dépenses d'interventions (+8,1 %).

En revanche, les dépenses liées aux opérations financières ont diminué de 21,9 %, et les dépenses d'investissement ont légèrement baissé de 0,4 %, se stabilisant à 1 835,6 MD.

L'absence de comptabilité consolidée pour le secteur public ne permet pas d'analyser ces évolutions et leur impact sur les entreprises.

Enfin, les ressources de trésorerie ont atteint 7 488,5 MD au cours des six premiers mois de 2024, principalement alimentées par des prêts intérieurs et extérieurs.

Sur cette base les résultats montrent un excédent budgétaire de 488,7 millions de dinars (MD), en augmentation par rapport à l'excédent de 26,3 MD enregistré à la même période en 2023.

En MD	6 mois 2023	6 mois 2024	variations (En %)	Rappel loi des finances 2024	
Ressources de l'Etat	20 579.8	23 254.6	13.0	49 160.0	8.4 %
-dont :					
Recettes fiscales	18 912.8	20 870.1	10.3	44 050.0	11.6%
Dépenses de l'Etat	20 553.5	22 535.1	8.2	59 805.0	6.7%
-dont :					
Dépenses d'intervention	4 688.0	5 069.5	8.1	19 696.2	2.8%
Dépenses d'investissement	1 843.2	1 835.6	-0.4	5 227.4	12.4%
Solde budgétaire hors privatisation	26.3	488.7		-11 515	

La détente apparente au niveau de l'équilibre budgétaire a été toutefois réalisée aux prix d'un niveau faible de l'activité économique et de l'augmentation des arriérés de l'Etat, ainsi que du retard pris dans l'exécution durant le premier semestre 2024, de certaines dépenses notamment les dépenses d'intervention et d'investissement (26% et 35.1%.1%, respectivement, des enveloppes prévues pour toute l'année dans la Loi des Finance de 2024).

De surcroit, le budget de l'Etat serait soumis à des tensions à court et moyen termes en raison notamment des tendances haussières des prix à l'échelle mondiale.

Pour ce qui est du financement du Budget, les résultats provisoires font ressortir un faible niveau de l'emprunt extérieur qui n'a pas dépassé 1097 MD au cours des 6 premiers mois de 2024. Ces financements extérieurs étaient, en grande partie, des prêts consacrés à des projets. Contre une prévision de 16 445 MD prévue par la Loi des Finances de 2024, reflétant les difficultés de mobilisation des ressources extérieures de financement.

De ce fait, l'emprunt intérieur a fortement augmenté pour s'élever à plus de 11 167 millions de dinars au cours des six premiers mois de 2024.

En MD	six mois 2023	Six mois 2024
BTC	995.0	3 905.0
BTA	528.5	778.3
Emprunt national	1 559.3	2 483.4
Autres emprunts intérieurs (BCT)	0.0	4 000.0
Total	3 082.8	11 166.7

Sur cette base, aux termes du premier semestre de l'année 2024, la dette intérieure de la Tunisie a enregistré une hausse de 24,9 % contre 20,5 % au cours de la même période de 2023. A fin juin 2024, elle est passée sous la barre de la moitié de l'ensemble des dettes de la Tunisie, soit 48,9 % ; après un cumul de 70,7 % à fin juin 2019.

De son côté, l'encours de la dette publique (dettes intérieures et extérieures) a augmenté de 6,5 % à 127,4 milliards de dinars.

Ce ralentissement est principalement expliqué par la baisse de la dette extérieure de l'État de 9,1 % par rapport à la même période de l'année dernière. Sachant que la dette publique de la Tunisie représente 78,1 % du PIB.

8. Le secteur monétaire et financier.

Les indicateurs monétaires, durant le premier semestre, sont marqués par le niveau de l'activité, et les contraintes au niveau du financement ainsi que par l'application du schéma de financement retenu par la Loi des Finances (crédits de la BCT).

Ainsi, les billets et monnaie en circulation progressent de 8.6% sur un an. Cette hausse s'explique, entre autres, par l'augmentation du service de la dette interne, résultant de la multiplication des opérations de refinancement et de l'augmentation des besoins en devises, surtout avec un service de dette extérieure élevée par rapport à la moyenne historique.

Le refinancement de la BCT enregistre une baisse de l'ordre de 13.1 %. Un faible volume de refinancement peut indiquer une situation économique plus stable et moins de demandes de crédit.

Les créances sur l'Etat sont marquées par une augmentation de 8.9% de l'encours des bons de trésor qui s'élève à 26 Milliards de dinars avec une augmentation de 54.9% de l'encours des bons de trésor à court terme et une baisse de 5.8% de l'encours des bons de trésor assimilables.

MD	Billets	Refinancement	Bons de trésor	Devises	€/DT	\$/DT
01/07/23	20 315	16 095	24 272	22 852	3.3760	3.0889
28/03/2023	22 056	14 733	26 433	23 712	3.3609	3.1415
Evolution en %	8.6	- 13.1	8.9	3.8	-0.4	0.8

Conclusion

Durant le premier semestre 2024, la croissance continue à se situer à un niveau faible en raison de facteurs conjoncturels, internes et externes, mais aussi en raison de facteurs structurels dont notamment le faible niveau de l'investissement, la faible compétitivité des entreprises et les difficultés et contraintes rencontrées par les entreprises (la corruption, le cadre juridique, l'accès au financement bancaire et le climat social).

L'augmentation enregistrée des déclarations d'investissement et l'augmentation sensible des IDEs constituent des signaux d'amélioration qui augurent d'une relance de l'investissement dans le futur. Ceci nécessite le rétablissement de la confiance pour améliorer la visibilité et la mise en œuvre des réformes structurelles pour renforcer la compétitivité et améliorer l'environnement des affaires en vue de stimuler l'initiative et renforcer l'attractivité du pays.

Mots clés : conjoncture économique Tunisie, Bulletin de conjoncture juin 2024